

LES FEMMES SANS-PAPIERS BRISENT LES MURS DU SILENCE

LES FEMMES SANS-PAPIERS BRISENT LES MURS DU SILENCE ET DÉCIDENT
DE FAIRE ENTENDRE LEUR VOIX
ELLES INTERPELLENT LE MINISTÈRE DU TRAVAIL POUR LEUR
RÉGULARISATION
ELLES SONT AU SECRÉTARIAT D'ÉTAT CHARGÉ DE LA SOLIDARITÉ
55, RUE SAINT DOMINIQUE M° INVALIDES

Isolement, Exploitation, Enfermement, Expulsion des Femmes Sans-Papiers

Ne soyons plus témoins sans rien faire : Agissons !!!

Aujourd'hui 3 juin, après avoir essayé de s'inviter le 29 mai 2008 à l'Agence Nationale des Services à la Personne, une centaine de femmes sans-papiers se trouvent au Secrétariat d'Etat chargé de la Solidarité, institution sous tutelle du Ministère du Travail pour alerter Mme Valérie Létard ainsi que l'opinion publique sur la situation des femmes sans-papiers ; et plus spécifiquement sur la situation des femmes sans-papiers qui travaillent de façon isolée et précaire, dans des secteurs non syndiqués tels que celui des services de l'aide à domicile, du ménage, de la garde d'enfants et personnes âgées... Elles veulent faire valoir leur revendications légitimes. Elles exigent leur régularisation dans les délais les plus brefs et sans conditions.

À l'heure où Madame Valérie Létard, la Secrétaire d'État, manifeste une volonté certaine dans la prise en compte des enjeux et besoins relatifs aux secteurs de l'aide à domicile - ainsi qu'en témoigne clairement la signature de conventions avec des partenaires le 12 mars 2008, ainsi que le discours qui l'accompagne dans lequel est mis en avant la nécessaire « modernisation de l'aide à domicile » - il apparaît incompréhensible que le sort des principales chevilles ouvrières de ce secteur soit totalement ignoré, passé sous silence, et que se perpétuent par là-même des pratiques que nous croyions d'un âge révolu, aussi honteuses qu'inadmissibles. De l'esclavage moderne.

En effet, présentes dans les travaux indispensables à la vie de tous les jours, les femmes sans-papiers font en sorte que la France vive debout.

Grâce à elles des familles entières ont un quotidien confortable : les plats chauds sont sur la table, le linge est repassé, les enfants grandissent, le manque de crèches est résolu, des personnes âgées seules sont soutenues et accompagnées. Grâce à elles le directeur va diriger sa société, le médecin va travailler à son cabinet, l'enseignant va donner ses cours, le député va voter les lois...

Pourtant les conditions de travail de ces activités indispensables à la vie de tous les jours sont effroyables. Ce sont des emplois sans horaires, précaires, extrêmement pénibles, où les femmes se doivent, à toutes heures de la journée et de la nuit, d'être à l'entière disposition de leur employeur.

Parfois nourries et logées, souvent pas déclarées, sous payées, voire pas payées du tout, ces femmes ne peuvent prendre le risque de prendre la parole et se retrouvent dans une situation de dépendance à tous les niveaux. Baisser les yeux, se taire, subir de multiples vexations et humiliations, les salaires aléatoires et les logements insalubres de peur de se retrouver la rue... font partie du lot quotidien de ces femmes.☒

Pour certaines, il ne fait pas bon de vivre dans les quartiers chics comme Neuilly sur Seine, le 16ème, le 17ème... !

Les femmes sans-papiers doivent raser les murs pour se déplacer dans la crainte d'être prises dans une rafle, d'être arrêtées, placées dans un centre de rétention, expulsées. La peur permanente dans laquelle elles vivent peut conduire à des issues aussi tragiques que définitives.

☒Souvenons-nous de Madame Madame Chunlan Liu. N'oublions jamais !

En venant au Secrétariat d'Etat chargé de la solidarité nous voulons dire basta ! A travers cette action symbolique, nous voulons et appelons toutes les femmes sans-papiers à sortir de l'ombre et à s'organiser, à revendiquer notre droit à vivre dignement. Nous ne voulons plus vivre dans l'humiliation, le mépris et la peur. Nous voulons les mêmes droits que nos camarades avec des papiers.

Par notre présence aujourd'hui au Secrétariat d'État chargé de la Solidarité, nous interpellons le Ministère du Travail pour exiger notre régularisation sans conditions.

ARRÊT DE L'EXPLOITATION, DES RAFLES, DE LA RÉTENTION, DES EXPULSIONS !☒
RÉGULARISEZ MAINTENANT !

9ème Collectif des Sans-Papiers // 9emecollectif.net